

Commissions

Commission spéciale “Abus sexuels”

COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU TRAITEMENT D’ABUS SEXUELS ET DE FAITS DE PÉDOPHILIE DANS UNE RELATION D’AUTORITÉ, EN PARTICULIER AU SEIN DE L’ÉGLISE.

Présidente : Mme Karine Lalieux

➤ **LUNDI 21 FÉVRIER 2011**

Audition de :

- Mme Anne Lemmonne, chercheuse auprès de l’Institut National de Criminalistique et de Criminologie ;
- Mme Kristine Kloeck, directeur général, et Mme Ellen Stassart, directrice du service exploitation sexuelle et E-sécurité de Child Focus;
- M. Bernard Parmentier, président de la Fédération des Équipes SOS-Enfants;
- M. Stef Anthoni, directeur du Centre de Confiance pour l’Enfance Maltraitée;
- M. Daniel Martin, président du Forum National pour une politique en faveur des victimes ;
- Mme Charlotte Rigaux, psychologue auprès du Service d’Aide aux Victimes de Bruxelles 1;
- Mme Anne-Françoise Dahin, psychologue auprès de la Fédération des services laïques d’aide aux justiciables ;
- M. Frans Heylen, président de la fédération “Centrum Algemeen Welzijnswerk”;
- Mme Kris De Groof et Mme Kris Stas, fonctionnaires cadre auprès du “Steunpunt Algemeen Welzijnswerk”.

- Les auditions ont été suivies d’un échange de vues.

➤ **MERCREDI 23 FÉVRIER**

Audition de :

- M. Christophe Adam, criminologue à l’ULB ;
- MM. Werner Vanhout , conseiller général, et Benoît Marghem, conseiller-psychologue, représentants du service psychosocial de la Direction générale des Établissements pénitentiaires;
- M. Engelbert Brebels, directeur de la prison de Merksplas;
- Mme Valérie Lebrun, directrice de la prison d’Ittre ;
- Mme Annie Devos, directrice générale des Maisons de justice, SPF Justice ;
- M. Freddy Pieters, juge en application des peines pour le ressort de la cour d’appel de Bruxelles (chambre néerlandophone).

- Les auditions ont été suivies d’un échange de vues.

Prochaine réunion : lundi 28 février 2011.

Sécurité du rail

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DU RAIL EN BELGIQUE À LA SUITE DU DRAMATIQUE ACCIDENT SURVENU À BUIZINGEN

Président : M. David Geerts

➤ LUNDI 21 FÉVRIER 2011

Ordre des travaux.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : M. Hans Bonte

➤ MARDI 22 FÉVRIER 2011

Proposition de loi (Philippe Blanchart, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Yvan Mayeur, Franco Seminara) modifiant l'arrêté royal du 5 septembre 2001 relatif à la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO₂ à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves, n^os 427/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers).

Amendements de M. Blanchart et consorts.

Avis du Conseil d'Etat.

- Des amendements ont été déposés par MM. Blanchart et consorts, Thierry et consorts et Mme Snoy et d'Oppuers.
- La discussion été clôturée.
- La proposition de loi a été rejetée par 8 voix contre 7 et 1 abstention.

➤ MERCREDI 23 FÉVRIER 2011

Question de Mme Reinilde Van Moer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les contrôles de la température de conservation des denrées alimentaires" (n^o 2504).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de M. Damien Thiéry à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'interdiction de commercialiser le lait cru ou les denrées à base de lait cru" (n^o 2516).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les dérogations accordées en Belgique pour les pesticides" (n° 2701).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de M. Flor Van Noppen à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le grand nombre de plaintes adressées à l'AFSCA" (n° 2711).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les mesures additionnelles décidées au niveau européen pour protéger les abeilles et les insectes contre les insecticides" (n° 2717).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Proposition de loi (Sarah Smeyers, Manu Beuselinck, Peter Dedecker, Reinilde Van Moer, Flor Van Noppen, Bert Wollants) modifiant, en ce qui concerne la suppression de certaines exceptions, la loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac, n° 495/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers).

Proposition de loi (Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh, Catherine Fonck, Nahima Lanjri) modifiant la loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac, n°s 195/1 et 2.

Proposition de loi (Rita De Bont, Hagen Goyvaerts, Peter Logghe, Guy D'haeseleer, Annick Ponthier) modifiant la loi instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac, n° 1026/1.

- La commission a décidé de joindre les 3 propositions de loi.
- Exposés introductifs des auteurs principaux des propositions de loi n°s 195 et 1026.
- La commission a décidé d'organiser une audition avec le secteur Horeca (VI, Wall, et Bruxelles).

Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'impact des cultures d'agro-carburants" (n° 2526).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'interdiction des OGM par les États membres" (n° 2724).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Question de Mme Colette Burgeon au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le dispositif de suivi de mortalité des abeilles décidé par la Commission européenne" (n° 2844).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'autorisation d'essai en champ d'une pomme de terre OGM résistante aux mildiou" (n° 2846).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le bien-être et l'hébergement des canards et des oies" (n° 2480).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les économies envisagées en cardiologie" (n° 2686).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement de l'appareil nCPAP" (n° 2771).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les nouvelles polémiques sur le Champix" (n° 2824).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le dépistage des mutations génétiques à l'origine de certains cancers du sein et de l'ovaire" (n° 2825).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Nahima Lanjri à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la commission d'agrément pour les dentistes" (n° 2833).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les répercussions sur la santé de la consommation nocive d'alcool" (n° 2843).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la pénurie de médecins urgentistes" (n° 2845).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la pénurie de stock de sang au sein de la Croix-Rouge" (n° 2866).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Maya Detiège à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la réforme du Fonds spécial de solidarité" (n° 2872).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la conférence internationale sur les déterminants du cancer dans l'environnement qui se tiendra dans les Asturies les 17 et 18 mars 2011" (n° 2883).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Prochaine réunion : mardi 1^{er} mars 2011.

Sous-commission « Sécurité nucléaire »

SOUS-COMMISSION DE LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE

➤ MARDI 22 FÉVRIER 2011

Nomination du président (Rgt, art. 19.3).

- M. Willem-Frederik Schiltz a été nommé comme président.

Ordre des travaux.

- La commission a décidé d'organiser des auditions avec des représentants de l'IRE et de l'AFCN.

Prochaine réunion : mercredi 16 mars 2011.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ MARDI 22 FÉVRIER 2011

Proposition de résolution (Yvan Mayeur, Valérie Déom, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert) concernant une meilleure protection de la femme ayant recours à la fécondation in vitro, n° 221/1. (Continuation et votes). (Rapporteur : Mme Maggie De Block).

- Des amendements ont été déposés par M. Mayeur et consorts.
- Une discussion a eu lieu.
- Les amendements et l'ensemble de la proposition de résolution ont été adoptés par 12 voix contre 4.

Proposition de loi (Valérie De Bue, Denis Ducarme, David Clarinval, Jacqueline Galant) visant à supprimer les limites relatives à l'âge de l'enfant handicapé en matière de congé parental, n° 355/1. (Continuation et vote). (Rapporteur : Mme Catherine Fonck).

- Des amendements ont été déposés par M. Clarinval.
- Les amendements, les articles et l'ensemble de la proposition de loi ont été adoptés à l'unanimité.

Projet de loi portant diverses dispositions (art. 80 à 85), n° 1208/1.

- Rapporteur : Mme Christiane Vienne.
- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale.
- Une discussion a eu lieu à laquelle ont participé : Mmes Catherine Fonck, Karolien Grosemans, Valérie De Bue, Zoé Genot et Zuhal Demir et MM. Stefaan Vercamer et Hans Bonte..
- L'article 83 a été adopté par 12 voix contre 4.
- Les autres articles ont été adoptés à l'unanimité.

Respect des délais de traitement des allocations octroyées aux personnes handicapées (rapport de la Cour des comptes transmis à la Chambre des représentants).

Exposés de :

- M. Rudy Moens, Conseiller à la Cour des comptes ;
- M. Eddy Van Loocke, premier auditeur-réviseur à la Cour des comptes ;
- M. Eric Mathot, auditeur à la Cour des comptes ;
- Mme Kristel Behets, auditeur-adjoint à la Cour des comptes ;
- M. Gubbels, directeur général de la direction générale "personnes handicapées";
- et du secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale.

- Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : Mmes Christiane Vienne, Nadia Sminate, Muriel Gerkens, Catherine Fonck, Rita De Bont, Ingeborg De Meulemeester, Maggie De Block, Valérie De Bue et Nahima Lanjri et M. Stefaan Vercamer.

Questions jointes:

- Question de Mme Miranda Van Eetvelde au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la procédure de demande de cartes de stationnement" (n° 2318).
- Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le délai d'attente pour l'obtention d'une allocation ou d'une carte de stationnement pour les personnes handicapées" (n° 2383).
- Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les problèmes d'accessibilité du SPF Sécurité sociale et de la Direction générale Personnes handicapées" (n° 2481).
- Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le regroupement de diverses instances d'aide aux personnes handicapées" (n° 2549).
- Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le traitement des allocations aux personnes handicapées" (n° 2786).
- Question de Mme Maggie De Block au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le traitement très long des dossiers litigieux" (n° 2919).
- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Projet de loi portant diverses dispositions (art. 77 à 79), n° 1208/1.

- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile.
- Une discussion a eu lieu. Sont intervenus : Mmes Nahima Lanjri, Christiane Vienne, Meyrame Kitir, Catherine Fonck et Maggie De Block et MM. David Clarinval et Georges Gilkinet.
- Des amendements (n°s 1 à 10) ont été déposés par Mme Kitir.
- Les articles ont été adoptés à l'unanimité.
- Les amendements ont été rejetés.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté par 14 voix et 1 abstention.

Prochaine réunion : mardi 1^{er} mars 2011.

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Présidente : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ MARDI 22 FÉVRIER 2011

Ordre des travaux.

Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 65 à 68), n° 1208/1.

- Rapporteur : Mme Kattrin Jadin.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Les amendements déposés par Mme Vanlerberghe ont été rejetés par 13 voix contre 1 et 2 abstentions.
- Les articles 65 à 68 ont, moyennant quelques corrections de texte, été adoptés par 14 voix et 1 abstention.

Proposition de loi (Karine Lalieux, Philippe Blanchart, David Clarinval, Olivier Henry, Marie-Christine Marghem, Linda Musin, Bruno Tobback, Liesbeth Van der Auwera) modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation, n° 1106/1.

- Rapporteur : M. Joseph George.
- Exposé introductif de Mme Karine Lalieux.
- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : MM. Bert Wollants, Joseph George, Kristof Calvo, Willem-Frederik Schiltz et Mmes Marie-Christine Marghem et Liesbeth Van der Auwera.
- La commission a décidé d'organiser une audition avec des représentants de Fluxys.

Question de Mme Miranda Van Eetvelde au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la régularisation des années d’études pour les indépendants” (n° 2376).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l’Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de M. Karel Uyttersprot à la ministre des PME, des Indépendants, de l’Agriculture et de la Politique scientifique sur “les guichets d’entreprises” (n° 2643).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l’Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Questions jointes:

- Question de M. Karel Uyttersprot à la ministre des PME, des Indépendants, de l’Agriculture et de la Politique scientifique sur “les inscriptions auprès des guichets d’entreprises” (n° 2644).

- Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l’Agriculture et de la Politique scientifique sur “l’évaluation des guichets d’entreprises” (n° 2689).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l’Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de M. Theo Francken à la ministre des PME, des Indépendants, de l’Agriculture et de la Politique scientifique sur “le recours par la famille royale aux services du SPP Politique scientifique” (n° 2722).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l’Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de Mme Özlem Özen à la ministre des PME, des Indépendants, de l’Agriculture et de la Politique scientifique sur “un ‘musée des civilisations’” (n° 2855).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l’Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de Mme Thérèse Snoy et d’Oppuers au ministre du Climat et de l’Énergie sur “l’obsolescence programmée des appareils électriques et électroniques” (n° 2063).

- Le ministre du Climat et de l’Énergie a répondu.

Question de Mme Meyrem Almaci au ministre du Climat et de l’Énergie sur “les publicités accompagnant les chèques-repas” (n° 2352).

- Le ministre du Climat et de l’Énergie a répondu.

Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l’Énergie sur “les conclusions du Conseil européen” (n° 2765).

- Le ministre du Climat et de l’Énergie a répondu.

Question de Mme Zoé Genot au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'usage d'un prénom comme marque commerciale d'automobile" (n° 2794).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Questions jointes:

- Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le but des contrôles électriques" (n° 2797).

- Question de M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le contrôle de conformité de l'installation électrique lors de la vente de logements" (n° 2835).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Question de Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Energie sur "les offres de fourniture d'énergie "verte"" (n° 2832).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la demande du patronat de prendre d'urgence des mesures en ce qui concerne les voitures électriques" (n° 2889).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Questions jointes:

- Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Energie sur "les observations de la Commission européenne concernant la régulation des prix" (n° 2893).

- Question de M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le dispositif de contrôle des prix de l'électricité" (n° 2894).

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Energie sur "les observations de la Commission européenne sur vos propositions de contrôle sur les prix" (n° 2918).

- Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Energie sur "l'introduction d'un système de contrôle sur les prix d'électricité qui sont mis en compte aux familles et aux PME" "n° 2923).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Energie sur "les engagements de Pax Electrica" (n° 2905).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine réunion : mardi 1^{er} mars 2011.

Présidente : Mme Sarah Smeyers

➤ **MARDI 22 FÉVRIER 2011**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Bart Somers, Sabien Lahaye-Battheu, Patrick Dewael) modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration, n°s 476/1 à 8.
Amendements de M. Frédéric et consorts, de Mmes Marghem et Galant, Mme Lanjri et consorts, MM. Francken, Schoofs et Goyvaerts, Mme Genot et MM. Jadot et Van Hecke, Mme Brems, MM. Maingain et Thiéry.
- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Gerald Kindermans, Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Servais Verherstraeten) modifiant le Code de la nationalité belge, n°s 494/1 à 3.
Amendements de Mmes Lanjri et Fonck.
- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery, Miranda Van Eetvelde) modifiant le Code de la nationalité belge, n° 574/1.
- Proposition de loi (Jacqueline Galant, Denis Ducarme, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier, Philippe Goffin) modifiant le Code de la Nationalité, n°s 601/1 à 3. Amendements de Mmes Galant et Marghem.
- Proposition de loi (Bert Schoofs, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Alexandra Colen, Peter Logghe, Filip De Man, Guy D'haeseleer) instaurant le Code de la citoyenneté, n° 618/1.
- Proposition de loi (André Frédéric, Karine Lalieux, Linda Musin, Thierry Giet, Rachid Madrane, Valérie Déom, Özlem Özen) portant modification du Code de la Nationalité belge, n° 742/1.
(Continuation). (Rapporteur : M. Christian Brotcorne).

- La discussion des articles a été poursuivie.

Question de M. Jef Van den Bergh au ministre de la Justice sur "le paiement des amendes de roulage par la société" (n° 2322).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes:

- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "la loi sur les armes" (n° 2396).
- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "l'enregistrement des armes dans le Registre central des armes" (n° 2397).
- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "les activités organisées à la prison de Saint-Gilles" (n° 2426).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "le corps de sécurité" (n° 2429).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Rachid Madrane au ministre de la Justice sur “les problèmes d’organisation du siège et l’arriéré judiciaire bruxellois” (n° 2486).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Theo Francken au ministre de la Justice sur “la politique à l’égard des malfaiteurs illégaux” (n° 2492).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Els Demol au ministre de la Justice sur “Fordulas” (n° 2500).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Maya Detiège au ministre de la Justice sur “l’exécution des peines adressée aux victimes” (n° 2533).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes:

- Question de M. Daniel Bacquelaïne au ministre de la Justice sur “l’installation d’une école musulmane radicale à Borgerhout” (n° 2547).

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “l’école du soir Dar Al-Hadieth de Borgerhout” (n° 2587).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur “l’arrêté royal établissant le plan comptable minimum normalisé pour les copropriétés de plus de vingt lots” (n° 2566).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Justice sur “la justice internationale à l’égard de la Tunisie” (n° 2576).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Justice sur “les dispositifs d’écoute au sein du bâtiment Juste Lipse” (n° 2578).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes:

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la libération de trois suspects d’effractions à Paal-Beringen” (n° 2589).

- Question de Mme Daphné Dumery au ministre de la Justice sur “les demandeurs d’asile mineurs commettant des faits criminels” (n° 2704).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes:

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la pénurie de magistrats au tribunal de commerce de Bruxelles” (n° 2654).
- Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “l’engorgement du tribunal de commerce de Bruxelles” (n° 2656).
- Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur “le manque de personnel judiciaire face à l’augmentation des faillites à Bruxelles” (n° 2695).
- Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “la charge de travail pesant sur la justice bruxelloise de par les affaires de faillite” (n° 2698).
- Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “l’absence de nomination de juges consulaires auprès des tribunaux de commerce” (n° 2708).

Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “le recours abusif au système de l’aide juridique de deuxième ligne au barreau de Hasselt” (n° 2655).

- Le ministre de la Justice a répondu.

➤ **MERCREDI 23 FÉVRIER 2011**

Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Christian Brotcorne, Sonja Becq, Stefaan Van Hecke, Ronny Balcaen, Marie-Christine Marghem) portant création d’un tribunal de la famille et de la jeunesse, n°s 682/1 à 4.
 - Proposition de loi (Sonja Becq, Raf Terwingen, Liesbeth Van der Auwera, Servais Verherstraeten) modifiant la législation en ce qui concerne l’accès des mineurs à la justice et instituant les avocats des mineurs, n° 738/1.
 - Proposition de loi (Sonja Becq, Raf Terwingen, Liesbeth Van der Auwera, Servais Verherstraeten) modifiant diverses dispositions relatives au droit des mineurs d’être entendus par le juge, n° 739/1.
 - Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Patrick Dewael) ouvrant l’accès à la justice aux mineurs et instituant les avocats des mineurs, n° 944/1.
 - Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Patrick Dewael) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne un mode alternatif de règlement des litiges, n° 1224.
- (Rapporteurs: MM. Christian Brotcorne et Stefaan Van Hecke).

Audition de :

- M. Ralf Schmidt, président, et MM. Bert Janssens et Vincent Bertouille, représentants de l’Union royale des Juges de paix et de police;
 - M. Jacques Mahieu, président du tribunal de première instance d’Anvers;
 - M. Francis Moinet, président du tribunal de première instance de Neuchâteau;
 - M. Pierre-André Hallet, représentant de l’Union francophone des Magistrats de la Jeunesse”; Mme Helena Martens et Mme Karen Vandersteene, représentantes du “Unie van Vlaamse Jeugdrechters, et vice-présidentes du tribunal de première instance de Gand ;
 - Mme Sabine De Bauw, Conseiller à la cour d’appel de Gand;
 - Mme Myriam de Hemptinne, Conseiller à la cour d’Appel de Bruxelles.
- Un échange de vues a eu lieu.

Prochaine réunion : mardi 1^{er} mars 2011.

Droit commercial et économique

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Présidente : Mme Sophie De Wit

➤ **MARDI 22 FÉVRIER 2011**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Colette Burgeon, Karine Lalieux, Marie-Claire Lambert, Linda Musin, Valérie Déom) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et le Code des sociétés afin de garantir la présence des femmes dans les instances délibératives des entreprises publiques autonomes et des sociétés cotées, n° 211/1.
 - Proposition de loi (Bruno Tuybens, Caroline Gennez, Maya Detiège, Karin Temmerman, Ann Vanheste, Myriam Vanlerberghe, Meryame Kitir) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la féminisation du conseil d'administration des sociétés cotées en bourse, n° 381/1.
 - Proposition de loi (Sonja Becq, Leen Dierick, Nahima Lanjri, Liesbeth Van der Auwera) visant à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration d'entreprises publiques économiques et de sociétés qui ont fait publiquement appel à l'épargne, n° 694/1.
 - Proposition de loi (Joseph George, Catherine Fonck) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 649/1.
 - Proposition de loi (Muriel Gerkens, Eva Brems) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 686/1.
- (Continuation). (Rapporteurs : Mme Marie-Christine Marghem et M. Karel Uyttersprot).

- Un amendement (sur la proposition de loi n° 694/1) a été déposé par Mmes Dierick et Becq.
- La proposition de loi n° 211/1 a été prise comme base de la discussion.
- Des amendements ont été déposés (sur la proposition n° 211/1) par MM. Tuybens et consorts et Clarinval et consorts et Mmes Dierick et Becq.

Proposition de loi (Bruno Tuybens) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne l'interdiction de la rémunération liée aux actions des administrateurs non exécutifs d'entreprises cotées en bourse, n° 619/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Valérie Déom).

- Un échange de vues a eu lieu.
- La commission a fixé la liste des personnes à entendre.
- L'avis écrit sera demandé à M. Marcel Rottiers, Towers Watson Consultants.

Proposition de loi (Bruno Tuybens) instaurant un impôt sur la rémunération liée aux actions des administrateurs non exécutifs, parmi lesquels les administrateurs non exécutifs, d'entreprises cotées en bourse, n° 620/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Zuhal Demir).

- Un échange de vues a eu lieu.
- La commission a fixé la liste des personnes à entendre.
- L'avis écrit sera demandé à M. Marcel Rottiers, Towers Watson Consultants.

Prochaine réunion : mardi 1^{er} mars 2011.

Climat et Développement durable

COMMISSION SPÉCIALE 'CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE'

Président : M. André Flahaut

➤ **MARDI 22 FÉVRIER 2011**

Vision stratégique fédérale à long terme de développement durable.

Rôle éventuel du parlement.

- Exposé de Mme Sokolowski - Président a.i. SPF Développement durable;
- Echange de vues.

- Mme Sokolowski élaborera une proposition qui sera la base pour la prochaine discussion.

Prochaine réunion : mardi 22 mars 2011.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Ben Weyts

➤ **MARDI 22 FÉVRIER 2011**

Question de Mme Annick Ponthier au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le renvoi de demandeurs d'asile vers la Grèce" (n° 2457).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la régularisation de criminels" (n° 2716).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'expulsion d'un candidat réfugié afghan vers la Hongrie" (n° 2734).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Daphné Dumery au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’afflux de réfugiés tunisiens en Italie” (n° 2743).
- Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d’État au Budget, à la Politique de migration et d’asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur “l’afflux de Tunisiens en Europe et l’action de Frontex” (n° 2858).

- Le secrétaire d’État au Budget, à la Politique de migration et d’asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d’État au Budget, à la Politique de migration et d’asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur “l’accord entre l’Office des Étrangers et les Frères de la Charité concernant l’accueil en centre fermé de résidents présentant des troubles psychiatriques” (n° 2792).

- Le secrétaire d’État au Budget, à la Politique de migration et d’asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Daphné Dumery au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le sommet européen du 24 février 2011 et la position que prendra la Belgique à cette occasion” (n° 2800).

- Le secrétaire d’État au Budget, à la Politique de migration et d’asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Daphné Dumery au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la conversion de la mission temporaire Frontex en Grèce en une opération permanente” (n° 2834).

- Le secrétaire d’État au Budget, à la Politique de migration et d’asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de M. Theo Francken au secrétaire d’État au Budget, à la Politique de migration et d’asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur “le regroupement familial en faveur d’ascendants à charge” (n° 2887).

- Le secrétaire d’État au Budget, à la Politique de migration et d’asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Catherine Fonck au secrétaire d’État au Budget, à la Politique de migration et d’asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur “l’éloignement des personnes en séjour illégal des centres fermés” (n° 2888).

- Le secrétaire d’État au Budget, à la Politique de migration et d’asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les émeutes au centre 27bis à Steenokkerzeel et en particulier dans l'enceinte même de ce centre" (n° 2900).
- Question de M. Rachid Madrane au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les incidents survenus au centre 127bis ce dimanche 20 février et les conditions de détention au sein de ce centre" (n° 2935).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

➤ **MERCREDI 23 FÉVRIER 2011**

Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les factures électroniques pour les fournisseurs de l'État" (n° 1938).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants de pays non membres de l'UE, n°s 443/1 à 13.

Amendements de Mmes Lanjri et Dierick, M. Verherstraeten, Mme Galant, MM. Ducarme, Madrane, Frédéric, Devin, Thiébaud, Francken, Mmes Fonck et Delacroix-Rolin, M. Jean Marie Dedecker, Mmes Genot et Brems et MM. Somers et De Man.

Avis du Conseil d'Etat.

- Proposition de loi (Bart Somers, Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Gwendolyn Rutten) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le regroupement familial de ressortissants de pays tiers, n° 475/1.
- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants belges, n° 570/1.
- Proposition de loi (Karin Temmerman, Renaat Landuyt) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de supprimer les effets liés à la cohabitation légale en matière de droit de séjour, n° 595/1.
- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery) modifiant, en ce qui concerne le regroupement familial, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 596/1.
- Proposition de loi (Catherine Fonck, Myriam Delacroix-Rolin, Joseph George) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n°s 681/1 et 2.
- Proposition de loi (Rachid Madrane, André Frédéric, Laurent Devin, Eric Thiébaud, Yvan Mayeur) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 689/1.

- Proposition de loi (Denis Ducarme, Jacqueline Galant, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de modifier les conditions du regroupement familial pour les ressortissants de pays non membres de l'Union européenne, n°s 757/1 et 2.
 - Proposition de loi (Gerolf Annemans, Filip De Man, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs, Annick Ponthier, Tanguy Veys) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les conditions relatives au regroupement familial, n° 866/1.
- (Continuation, clôture et votes). (Rapporteurs : Mmes Leen Dierick et Catherine Fonck).

- La discussion des articles a été poursuivie. MM. Theo Francken, Bart Somers, Daniel Ducarme, Rachid Madrane, Filip De Man, Mmes Nahima Lanjri et Catherine Fonck, M. André Frédéric et Mme Zoé Genot sont intervenus.
- Des amendements ont été déposés par MM. Francken, Somers, Ducarme, Mme Lanjri, Mme Fonck et Delacroix-Rolin, MM. Madrane, Frédéric et Thiébaud.
- A l'unanimité, la commission a décidé de demander au président de la Chambre d'inviter la section de législation du Conseil d'Etat à donner un avis motivé sur les amendements n°s 147 à 152. (Rgt, art. 98).

Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 76), n° 1208/1.

- Affaire sans rapport (Rgt, art. 78.7).
- L'article 76 a été adopté par 10 voix et 1 abstention.

Questions jointes :

- Question de M. Éric Jadot à la ministre de l'Intérieur sur "la position du département de l'Intérieur concernant la mise en oeuvre de 'zones P' dévolues à la prostitution de rue" (n° 2778).
- Question de M. Éric Jadot à la ministre de l'Intérieur sur "le traitement policier de la prostitution de rue sur l'agglomération liégeoise" (n° 2779).
- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Olivier Deleuze au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le circuit d'injection d'eau de sécurité des centrales nucléaires" (n° 2827).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "la condition physique des fonctionnaires de police" (n° 2897).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la plainte contre M. Fernand Koekelberg, commissaire général de la police fédérale, pour détournement de fonds publics destinés aux services de police" (n° 2898).
- Question de M. Servais Verherstraeten à la ministre de l'Intérieur sur "la plainte anonyme introduite auprès du Comité P contre le commissaire général de la police fédérale" (n° 2978).
- Question de M. Jean Marie Dedecker à la ministre de l'Intérieur sur "le leadership du commissaire général de la police et les nouvelles accusations relatives à son comportement à la tête de la police" (n° 2980).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Theo Francken à la ministre de l'Intérieur sur "l'incendie bouté au centre d'asile 127bis" (n° 2915).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "le vote électronique et le prototype adopté pour les prochaines élections communales de 2012" (n° 2949).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "les missions de police technique et scientifique confiées à la police locale de Charleroi" (n° 2954).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "les contacts pris par le SPF Intérieur avec le service 100 de Namur, actuellement en grève" (n° 2955).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "le recrutement problématique de volontaires par les services d'incendie" (n° 2956).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "les problèmes linguistiques au sein des services de secours" (n° 2977).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mardi 1^{er} mars 2011.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MERCREDI 23 FÉVRIER 2011**

La crise alimentaire mondiale.

Audition de :

- M. Olivier De Schutter (Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation);
- Mme Fatou N'Doye (Enda-Graf Sénégal);
- M. Salif Foulani Sissoko (Coordination nationale des organisations paysannes du Mali - CNOP);
- Mme Françoise Gérard (Centre de coopération Internationale et Recherche Agronomique pour le Développement - CIRAD).

- Des questions ont été posées par M. Dirk Van der Maelen, Mmes Ingeborg De Meulemeester, Daphné Dumery, Juliette Boulet, Muriel Gerkens et Thérèse Snoy et d'Oppuers et MM. Patrick Moriau et Peter Luykx.

Prochaine réunion : lundi 28 février 2011.

Emancipation sociale

COMITÉ D'AVIS POUR L'EMANCIPATION SOCIALE

Présidente : Mme Valérie Déom

➤ **MERCREDI 23 FÉVRIER 2011**

Discussion sur la lutte contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes :

- Proposition de loi (Sonja Becq, Leen Dierick, Stefaan Vercamer, Nahima Lanjri) visant à lutter contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes, n°s 237/1 à 3.
- Proposition de résolution (Valérie Déom, Colette Burgeon, Özlem Özen, Olivier Henry) visant à lutter contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes à travers l'utilisation de systèmes analytiques de classification de fonctions sexuellement neutres, n° 512/1.
- Proposition de résolution (Valérie De Bue, David Clarinval, Corinne De Permentier, Kattrin Jadin, Jacqueline Galant, Denis Ducarme) visant à lutter contre l'écart salarial entre les hommes et les femmes, n° 621/1.
- Proposition de loi (Maya Detiège, Hans Bonte, Meryame Kitir, Bruno Tuybens, Renaat Landuyt, Myriam Vanlerberghe, Ann Vanheste, Dirk Van der Maelen, Peter Vanvelthoven) relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, entre les travailleurs allochtones et autochtones et entre les travailleurs atteints d'un handicap et les travailleurs sans handicap, n° 626/1.
- Proposition de loi (Valérie Déom, Özlem Özen, Olivier Henry, Guy Coëme) modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, n° 740/1.

- Proposition de résolution (Mathias De Clercq, Maggie De Block, Gwendolyn Rutten, Herman De Croo) sur l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes, n° 1158/1.
 - Proposition de loi (Catherine Fonck, Sonja Becq) modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, instituant le rapport et le plan pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, n° 1168/1.
- (Rapporteur : Mme Annick Van Den Ende).

Audition de M. Tom Vandenbrande, représentant de l'”Onderzoeksinstituut voor Arbeid en Samenleving (HIVA)” de la KULeuven.

- L'exposé de M. Tom Vandenbrande a été suivi d'un échange de vues.

Ordre des travaux.

- Le comité d'avis a décidé d'organiser une audition avec le Conseil des Femmes francophones et le « *Vrouwenraad* ».

Prochaine réunion : mercredi 16 mars 2011.

Groupe de travail équilibre linguistique à l'armée

GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DE L'EXAMEN DE L'ÉQUILIBRE LINGUISTIQUE À L'ARMÉE

Président : M. Bert Maertens

➤ MERCREDI 23 FÉVRIER 2011

Audition avec:

- le colonel Richard Marchal, Audit Interne Défense.
 - le colonel Robert Brex, commandant 1er wing;
 - le colonel Henk Robberecht, commandant brigade médiane;
 - le colonel William Hoeven, commandant brigade médiane;
 - le colonel Roger Housen, Task Force S.A.;
 - l'adjudant Jean-Paul Slaets, adjoint material resources (ERM);
 - M. Joseph Henrotin, dr. en science politique, chargé de recherche au Centre d'Analyse et de Prévision des Risques internationaux (Paris)”.
 - M. Emmanuel Jacob, secrétaire général CGPM;
 - le colonel e.r. Francis Germain;
- (Rapporteurs: MM. Gerald Kindermans et Patrick Moriau).

- Des questions ont été posées par MM. Damien Thiéry, Christophe Bastin et Gerard Kindermans.
- M. Theo Francken a également pris la parole.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Présidente : Mme Maggie De Block

➤ **MERCREDI 23 FÉVRIER 2011**

Audition sur la problématique des motocyclistes avec :

- M. Theo Beeldens (MAG - Motorcycle Action Group);
- MM. Olivier Goies, Vincent Klingeleers et Johan Cobbaut (GOCA);
- Mme Maria Cristina Marolda (Move - Commission européenne);
- M. Jean-Paul Gailly (SPF Mobilité);
- Mme Miran Scheers (IBSR).

- Un échange de vues a suivi les exposés. Sont intervenus : MM. Jean Marie Dedecker, Tanguy Veys, Bert Wollants, Mme Maggie De Block et M. David Geerts.

Prochaine réunion : mardi 1^{er} mars 2011.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Présidente : Mme Muriel Gerkens

➤ **MERCREDI 23 FÉVRIER 2011**

Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "les médecins, les médecins-conseil d'assurance et les experts judiciaires" (n° 2840).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 26 à 64 et 69 à 75), n° 1208/1.

- Rapporteur : Mme Meyrem Almaci.

- Exposé introductif du secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances.

Proposition de loi (Jan Jambon, Veerle Wouters, Peter Luykx, Sarah Smeyers, Jef Van den Bergh, Herman De Croo) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la dispense de versement du précompte professionnel retenu sur les rémunérations des sportifs, n°s 713/1 à 4. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Dirk Van der Maelen)
Avis de la Cour des comptes.

- La discussion générale a été clôturée.
- Un amendement a été déposé par M. Gilkinet et Mmes Gerken et Almaci.
- Les amendements n°s 1 et 2 ont été adoptés.
- L'article 1^{er} a été adopté par 15 voix et 1 abstention.
- L'article 2, tel qu'amendé, a été adopté par 14 voix et 2 abstentions.
- L'amendement n° 3, instituant un nouvel article 2/1, a été rejeté par 2 voix contre 14.
- L'article 3 a été adopté par 15 voix et 1 abstention.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 14 voix et 2 abstentions.

Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la déduction fiscale pour les personnes mariées avec un conjoint à charge n'exerçant pas d'activité professionnelle" (n° 2470).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le régime fiscal des véhicules tout-terrain" (n° 2867).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Question de M. Steven Vandeput au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le plan comptable de la Régie des Bâtiments" (n° 2933).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Prochaine réunion : mardi 1^{er} mars 2011.

Police

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE

Président : M. André Flahaut

➤ **MERCREDI 23 FÉVRIER 2011**

Examen de dossiers transmis par le Comité P.

Prochaine réunion : mercredi 2 mars 2011.

Concertation parlementaire

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : MM. André Flahaut et Danny Pieters (S)

➤ JEUDI 24 FÉVRIER 2011

Projet de loi portant des dispositions diverses, n° 1208/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Suspension des délais.

(application de l'article 10, § 1er, 3°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

Les délais sont suspendus du 5 mars au 13 mars 2011 inclus.